

Le 12 décembre 2018

Par courriel : reno.vaillancourt@bell.ca

Reno Vaillancourt
Vice-président, Relations de travail
Bell Canada
1, carrefour Alexander-Graham-Bell, aile A2
Verdun (Québec) H3E 3B3

Reno,

John et moi souhaitons donner suite à la réunion à laquelle nous avons assisté à Montréal le 3 décembre. Nous devons dire que nous sommes restés perplexes devant le manque d'information et le manque de formalité présenté dans le cadre du projet du service Internet résidentiel.

Cette réunion a semblé n'être qu'une formalité pour respecter les termes de l'accord tripartite. Il ne nous a pas semblé qu'il s'agissait d'une discussion significative pour tenter de faire faire le travail par nos membres. Il est décevant et étrange que très peu d'informations aient été partagées sur le lieu d'exécution des projets pilotes. Des informations telles que qui a effectué le travail, ce qu'implique la technologie réelle, quand et où géographiquement le déploiement du produit doit avoir lieu, quels sont les défis de l'entreprise et ce que l'on attend en termes de prévisions de charge de travail, etc. Ce qui a été partagé n'était que verbal, et il semble que la plupart des renseignements n'aient été partagés qu'après qu'on ait tous les deux posé des questions.

Pour être honnêtes, nous nous attendons à un dialogue sérieux sur cette question. À notre avis, cette technologie évoluera pour devenir la prochaine génération de technologie dans l'industrie. Et nous avons pleinement l'intention que nos membres aient accès à l'exécution de ce travail, comme nous l'avons fait pour tous les changements technologiques déjà mis en œuvre. Pour satisfaire à toutes les conditions relatives à notre relation en ce qui concerne le champ d'application de nos unités ou de l'entente tripartite, on aurait pu s'attendre à une présentation complète.

Ce qui était encore plus surprenant, c'est que le président de BST semblait entendre cette information pour la première fois dans notre réunion, et qu'il semblait même douteux de pouvoir répondre dans le temps aux attentes.

Cela étant dit, nous voudrions réitérer les déclarations que nous avons faites au cours de la réunion. Unifor est prêt à travailler avec Bell Canada pour trouver une voie afin que nos membres puissent faire ce travail.

Compte tenu des récentes déclarations que vous avez faites au sujet de la charge de travail de l'unité des techniciens, nous préférons que le travail soit effectué par les membres de l'unité des techniciens de Bell, surtout si nous tenons compte des modifications apportées à cette entente pour répondre à vos besoins de flexibilité accrue en matière de coûts en échange de l'accès de nos membres au travail. À défaut, l'entente tripartite est claire lorsqu'elle stipule que « les parties s'engagent à travailler ensemble pour tenter de s'entendre sur les conditions appropriées pour que ce travail soit attribué aux unités de négociation des employés techniciens de BST ».

Nous devons également exprimer notre préoccupation à l'égard de la déclaration de Declan Brady selon laquelle l'appel d'offres pour ces travaux a été envoyé à des fournisseurs tiers. Nous croyons qu'il faut envisager sérieusement de maintenir ce travail à l'interne, conformément à l'esprit de notre relation et de l'entente tripartite.

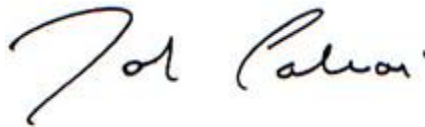
Enfin, nous avons récemment découvert que des travaux sont déjà en cours sur le terrain. Des installations par Viewpoint en Ontario ont eu lieu avant même la date prévue de notre réunion. À notre avis, il s'agit là d'une autre violation de nos droits en matière de juridiction de travailler de cette nature dans nos conventions collectives et dans l'entente tripartite.

Nous sommes impatients de poursuivre le dialogue avec Bell sur cette question précise et nous espérons résoudre ces très graves préoccupations sans longs litiges.

En toute solidarité,



Chris MacDonald
Adjoint au président national



John Caluori
Adjoint au directeur québécois

CM:JC:lmc/sep-343

cc: Jerry Dias, Renaud Gagné, Tyson Siddall